

FRANCE

www.metrofrance.com/france



GETTY



JOHNNY VEUT REDEVENIR BELGE

Celui qui, pour l'état civil s'appelle Jean-Philippe Smet a entrepris les démarches pour acquérir la citoyenneté belge, celle de son père. L'information révélée par le quotidien de Bruxelles Dernière heure et Bel-RTL a été confirmée hier sur RTL par l'ambassadeur de Belgique à Paris, Pierre-Dominique Schmidt.

LE CHIFFRE

174 C'est le nombre de parlementaires UMP et UDF qui viennent d'adhérer à "l'entente parlementaire" contre l'adoption par deux personnes du même sexe, à l'approche des élections présidentielles. Parmi eux le porte-parole de l'UDF, François Sauvadet, et la députée UMP Christine Boutin.

CHRONIQUE DU FROID

4. SE TENIR PROPRE

On parle généralement des SDF lorsqu'ils meurent de froid. Metro a voulu faire partager à ses lecteurs le quotidien de l'une de ces personnes qui habitent dans la rue.



9 h 45. Jean-Louis* termine sa manche. Elle n'est pas trop "creuse". "Tous les deux jours, entre les deux manches du matin, je vais prendre une douche." Il récupère chez l'épicière un sac avec des affaires propres : un sweat, un jean, des sous-vêtements. Nous partons pour la gare Saint-Lazare. "Certains se laissent complètement aller. Il faut essayer de

rester propre, c'est le minimum." Alors que les douches publiques sont désormais gratuites, Jean-Louis préfère la payer. "Moi, ce qui me rebute, c'est le risque d'attraper des maladies. Comme des verrues plantaires, ou des 'xoums', comme nous les appelons, des parasites qui passent sous la peau. Si j'attrape une verrue plantaire, comment vais-je faire pour me déplacer? Et imagine le spectacle, dans la rue, quand tu te soignes les pieds!"

À la gare Saint-Lazare, le relais est fermé pour travaux. "On va aller à la gare de Lyon." Il m'explique qu'avec le prix d'une douche, une serviette est prêtée. "L'hiver, c'est impossible de faire sécher sa serviette dehors." Gare de Lyon. "Je viens de penser que je n'ai plus de gel douche." Dans une supérette, il achète un gel de marque : "C'est le même prix que les autres, 2,63 euros. On va voir s'il sent bon!" Nous pénétrons dans les relais-toilettes qui propose la douche à 3,50 euros. Jean-Louis est dubitatif : les serviettes sont louées 1,30 euro. "Sinon, il y a des séchoirs à l'intérieur", indique la guichetière. "Je me sécherai avec le séchoir, alors!" Une dame m'indique une cabine. Elle vient d'être nettoyée. Je prends ma douche, j'ai l'impression d'être à la piscine ou dans un camping. Je ne fais pas attention et le jet asperge mes affaires. 11 h 45. "Ça fait du bien, une bonne douche bien chaude!" J'en ai bien profité : je me suis frotté et rincé trois fois!"

Se doucher et laver ses vêtements, pas facile quand on vit dans la rue.



MICHAEL PAURON
journaliste
m.pauron@yahoo.fr

Après sa manche du midi, Jean-Louis doit aller faire une machine dans une laverie automatique. 14 h 30. "Je n'ai pas encore mangé. J'irai me chercher un plat chaud pendant que la machine tourne et comme ça, je pourrai revenir le manger à l'intérieur." Il pleut. Dans la laverie, une femme, peu aimable, interpelle Jean-Louis : "Vous chargez trop votre machine ! Le résultat ne va pas être bien." Jean-Louis lui fait gentiment remarquer qu'il n'a pas dépassé le poids indiqué, que ça fait des années qu'il vient là et que, de toute manière, ça ne la regardait pas. Je le sens irrité, fatigué. "De toute manière, mon duvet traîne par terre ! m'indique-t-il ensuite. Je ne rentre pas dans les détails parce qu'elle m'aurait demandé pourquoi je dors dehors. Je n'ai pas tout le temps envie de m'expliquer. Je viens laver mes affaires, comme n'importe qui."

* Le prénom a été changé.

Un silence qui dérange

L'enseignante agressée à Etampes dénonce l'omerta de sa hiérarchie.

Karine Montet-Toutain, l'enseignante poignardée en plein cours en décembre dernier à Etampes, a dénoncé hier dans Libération et Le Parisien "l'omerta" de sa hiérarchie qu'elle affirme avoir contactée à plusieurs reprises pour expliquer ses difficultés avec ses élèves. La jeune femme a rencontré mardi les journalistes des deux quotidiens pour leur relater les événements qui ont conduit à son agression.



LES LYCÉENS d'Etampes devant leur établissement, le 5 janvier.

Il a refusé de se prononcer sur d'éventuelles sanctions avant d'avoir reçu le rapport de l'inspection générale, qu'il a commandé après le drame.

Remise en question

"A la rentrée de la Toussaint, un élève m'a lancé : 'J'ai envie de vous, tout de suite, sur la table.' Un autre : 'T'inquiètes, je te la prête après.'", raconte-t-elle, précisant que le rapport écrit qu'elle a rédigé après cet incident n'a débouché sur aucune sanction.

Le professeur affirme avoir reçu ensuite des menaces de mort le 5 décembre. "Très ébranlée", elle a rédigé un nouveau rapport, mais n'a pas été reçue par la proviseur. Informée, celle-ci lui a répondu : "Elle est bien bonne celle-là" et "quelque chose comme : 'Ça ne s'arrange pas.' Et c'est tout".

"Je n'en veux pas à mon agresseur qui montrait des signes d'inadaptation à notre établissement. J'en veux à l'institution, ajoute encore l'enseignante, c'est à elle de se remettre en question." Selon son avocat, elle pourrait déposer une plainte contre X visant sa hiérarchie.

Le ministre de l'Education nationale a annoncé hier, lors de ses vœux, qu'il allait recevoir la jeune femme "dans les

LA PAROLE À

ERIC DEBARBIEUX

DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES VIOLENCES SCOLAIRES DE L'UNIVERSITÉ BORDEAUX II

"L'instabilité des équipes éducatives est facteur de violence"



Quelles "leçons" tirer du drame d'Etampes ?

« Ce cas est exemplaire. Il montre bien l'importance de la solitude, ce sont toujours des personnes isolées qui sont victimes. C'est une théorie de criminologie que j'ai reprise il y a dix ans : t'es pas de mon quartier, de mon groupe, de ma race. Quand on est dans une école où il n'y a pas de soutien suffisant au sein de l'équipe, là on est vraiment en danger. C'est une réalité dans certains établissements, plutôt marqués socialement, ça suit plutôt bien la carte des ZEP.

Comment prévenir ?

« Un enfant agressé à répétition pendant son temps scolaire a quatre fois plus de risques de faire une tentative de suicide. Cette

violen- ne peut donc que se déconstruire dans la durée. Les facteurs familiaux sont très importants mais une recherche faite dans le Maryland (Etats-Unis) montre que l'instabilité des équipes enseignantes est plus significative encore. Jusqu'à 80% des équipes changent chaque année en France ! Une classe où les garçons, généralement de la même origine, sont majoritaires, c'est une Cocotte-Minute. Le cas d'Etampes, c'est ça. Avant d'en arriver là, les petites agressions au quotidien méritent d'être traitées, et ça, un policier ne pourra jamais le faire. Une équipe pédagogique soudée, proche des parents, et bien formée, oui.

PROPOS RECUEILLIS PAR KARINE MENEGO, METRO BORDEAUX

REVUE DE PRESSE

• **LE MONDE 2** L'hébdô a cherché longtemps pour trouver cent bonnes raisons d'être optimiste "par les temps qui courent", laissant de côté les "c'était mieux avant". L'athlète Ladjji Doucouré, l'animatrice TV Maïtena Biraben, le chanteur Rachid Taha ou le comédien Gad Elmaleh proposent quelques témoignages positifs en texte



et en images. En 2006, "on vous souhaite tout le bonheur du monde".

• **NOUVEL OBS** En douze pages plutôt denses, vous trouverez tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur Ariel Sharon et ses plans d'action en Israël. Mais en cas d'overdose, l'hébdô propose un article sur une drogue douce que vous consommez volontiers : les séries réalité made in USA. De 24 heures chrono à Desperate Housewives, il ne fait aucun doute qu'on a un train de retard dans le domaine.

• **LE POINT** Et si nos petits abus quotidiens alimentaient réellement le déficit budgé-

taire de la France ? s'interroge l'hébdô. Jacques Marseille a enquêté sur les arrêts maladie plus ou moins justifiés, l'absentéisme à l'éducation nationale, le logement social pas très social et autres mini scandales illustrés avec humour par Wolinski. "Un simple effort de chacun permettrait de réduire la dette du pays." Y a plus qu'à.... J.D.



Guigou boude la commission

OUTREAU L'ancienne ministre de la Justice Elisabeth Guigou ne s'est pas rendue, hier après-midi, à la commission d'enquête parlementaire sur les dysfonctionnements de l'affaire d'Outreau, ne souhaitant participer à l'avenir qu'aux auditions publiques. "J'estime que c'est un droit pour la collectivité nationale d'avoir accès à toute l'information", a-t-elle déclaré. Par ailleurs, Le Monde a publié hier une lettre des magistrats de la cour d'appel de Douai en charge de l'affaire qu'ils décrivent comme "la révélation paroxystique d'un véritable emballement répressif et médiatique".

Nizar Sassi remis en liberté

GUANTANAMO Un an et demi après son retour en France depuis la base américaine de Guantanamo, Nizar Sassi a été remis en liberté hier par le juge d'instruction antiterroriste Jean-Louis Bruguière. Après Imad Kanouni en juillet dernier, il s'agit du deuxième Français rentré de la base américaine à bénéficier d'une remise en liberté.

Les vœux du jour

• **DE VILLIERS** Le président du Mouvement pour la France a souhaité hier que la France connaisse en 2006 "un début de relèvement des idées et des hommes", avant un changement politique lors de la présidentielle de 2007 à laquelle il est candidat. Il a notamment dénoncé le "déclin de la France" et la "banqueroute" entraînée par la dette publique.

• **BUFFET** Répliquant à l'optimisme affiché mardi par Dominique de Villepin, Marie-George Buffet a estimé hier qu'avec le gouvernement "c'est tous les jours une mauvaise nouvelle", accusant la droite de faire "la guerre aux pauvres". Et elle a exhorté le PS à sortir de la nostalgie des années Mitterrand. "Nous ne sommes plus en 1981. La casse libérale est passée par là."